

Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE



Semaine du 26 juin au
2 juillet 2020

Région

COVID-19 : état des lieux et mesures sanitaires

Argentine

Effondrement de l'activité en avril : -26,4% g.a.

Poursuite des négociations de la dette avec les créanciers étrangers

Balance des paiements, IDE et dette extérieure au T1 2020

Stagnation de la distribution des revenus au T1 2020

Indice des salaires : stagnation au mois d'avril

Chili

Baisse des recettes fiscales en 2020

Envolée du chômage de 3,3 points à 11,2% au 2^{ème} trimestre

Prêt de la BID au Chili pour soutenir la réduction des inégalités sociales

IDE au Chili : la crise sanitaire menace le dynamisme retrouvé en 2019

Indicateur mensuel d'activité : -15,3% g.a. en mai

Paraguay

Présentation par le gouvernement d'un plan de réactivation économique

Le FMI prévoit que la reprise économique paraguayenne sera la plus rapide de la région.

Uruguay

Le taux de chômage baisse et atteint 9,7% au mois d'avril.

Approbation d'un prêt de 400 MUSD pour la réactivation post COVID-19 de l'économie

Evolution des salaires : +4,76% cumulé entre janvier et mai

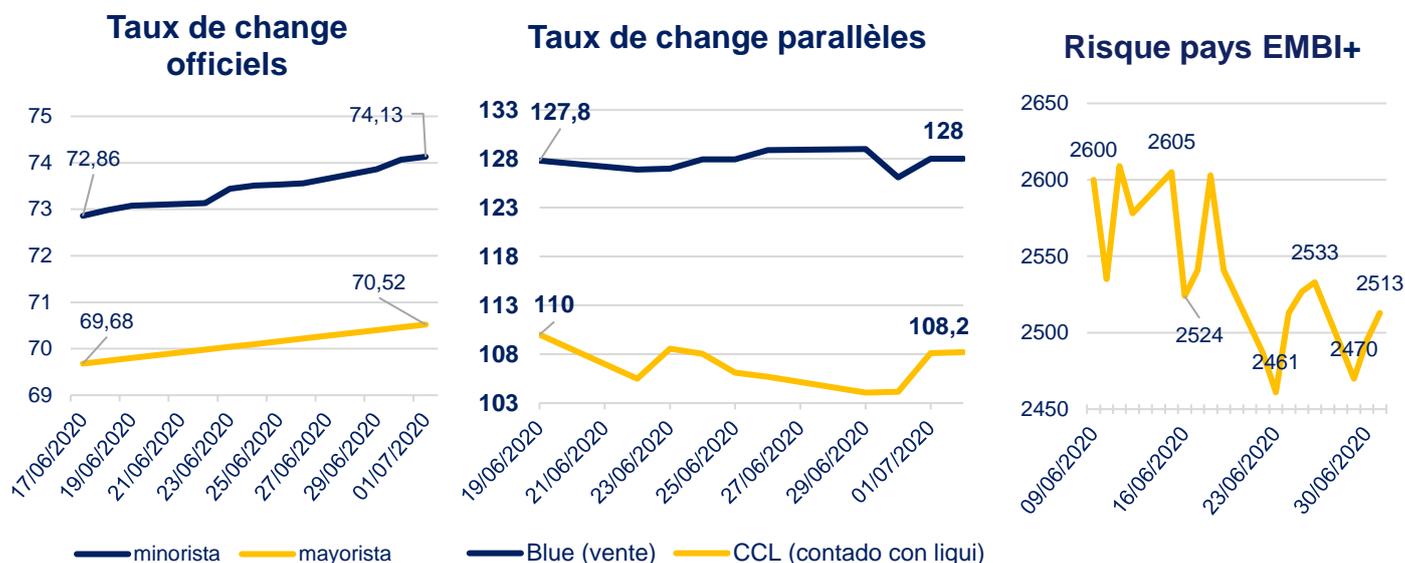
Baisse des revenus moyen et médian en avril

Région

COVID-19 : état des lieux et mesures sanitaires

Pays	Nombre de cas au 1 ^{er} juillet 2020	État des lieux sanitaire
Argentine	64 517 cas confirmés, dont 23 040 guérisons et 1 310 décès.	<p>L'épidémie continue de se propager, mais avec une petite décélération. Le nombre de patients en soins intensifs poursuit son augmentation et s'élève à 555 pour la journée du 30 juin, contre 433 la semaine dernière. Au cours de la semaine du 22 juin, le nombre de tests s'est élevé à 186 tests/million d'habitants, contre 143 pour la semaine antérieure. Cela reste inférieur à l'Uruguay (302), au Paraguay (213), et au Chili (838).</p> <p>Le 1^{er} juillet a marqué l'entrée de Buenos Aires et de son agglomération, ainsi que de la province du Chaco, dans une nouvelle phase de confinement, plus stricte, pour l'instant maintenue jusqu'au 17 juillet (119 jours en tout).</p> <p>Plusieurs mesures d'urgence ont été prolongées : le contrôle des prix de 2300 produits de base pour 60 jours, alors que les soutiens aux entreprises les plus affectées (contribution à 50% des salaires) et les allocations sociales aux populations les plus vulnérables sont reconduites au mois de juillet. Ces deux dernières mesures s'appliquent toutefois désormais uniquement dans les territoires concernés par le retour à la phase I.</p>
Chili	282 043 cas ont été confirmés, dont 245 443 guérisons et 5 753 décès.	<p>La situation sanitaire poursuit sa nette amélioration, avec un recul de près de 20% du nombre des cas en une semaine. Le nombre de patients en soins intensifs semble également se stabiliser avec une moyenne de 2 093 sur la semaine écoulée, et un maximum atteint le 27 juin.</p>
Paraguay	2260 cas déclarés, dont 1102 considérés guéris et 19 décès.	<p>Forte hausse des infections depuis la semaine précédente, en raison principalement d'un cluster dans un centre pénitentiaire, mais également de foyers épars. Le nombre de patients internés a fortement augmenté, mais le nombre de patients en soins intensifs reste faible. Par ailleurs, 73 lits de soins intensifs ont été rajoutés ces deux derniers mois.</p>
Uruguay	936 cas déclarés, dont 824 considérés guéris et 27 décès.	<p>Un regain de nouveaux cas est observé depuis le 20 juin.</p>

Argentine



Effondrement de l'activité en avril : -26,4% g.a.

Au mois d'avril 2020, l'indice préliminaire de l'activité économique élaboré par l'INDEC a enregistré une chute de 26,4% par rapport au même mois de 2019, pour une contraction mensuelle en termes désaisonnalisés de 17,5% par rapport au mois précédent. Sur les quatre premiers mois de l'année, l'activité est en contraction de 11% en glissement annuel. Les diminutions d'activité les plus importantes ont touché les secteurs de la construction (-86,4% g.a.), du tourisme (-85,6% g.a.), des services communautaires, sociaux et personnels (-72,1% g.a.) ainsi que l'industrie manufacturière (-34,4%). Cet effondrement de l'activité, le plus élevé dans l'histoire de l'Argentine (plus profond donc que pendant la grande dépression de 2002), conduit la plupart des analystes à considérer comme déjà trop optimiste la prévision de récession du FMI pour 2020 (-9,9%), le chiffre de 12% étant souvent cité comme un minimum (-13,4% pour JP Morgan).

Poursuite des négociations de la dette avec les créanciers étrangers

La négociation se poursuit dans un climat de défiance entre les autorités et les grands groupes de créanciers. Les deux principaux groupes (Ad Hoc et Exchange, lesquels, avec environ 32% des titres, détiennent une minorité de blocage) ont réitéré dans un communiqué commun leur préoccupation au sujet de l'absence d'avancée significative depuis le 17 juin. L'Argentine a par ailleurs manqué cette semaine le paiement de deux nouvelles échéances de remboursement de sa dette : 100 MUSD le 29 juin (bon « centenaire ») et 572 MUSD le 1^{er} juillet (titres issus de la restructuration de 2005), pour lesquelles une période de grâce de 30 jours a donc été déclenchée. Celle-ci expirera quelques jours après la nouvelle date-butoir fixée par le gouvernement pour parvenir à un accord (24 juillet).

Balance des paiements, IDE et dette extérieure au T1 2020

Au 1^{er} trimestre 2020, le déficit du compte courant s'est élevé à 444 MUSD, en raison d'un solde des revenus primaires en déficit net de 3,67 Mds USD et malgré un excédent de la balance des biens et des services de 314 MUSD. Ce déficit est sensiblement plus faible qu'au T1 2019 (divisé par 8) mais constitue un recul par rapport au T4 2019 qui avait enregistré un excédent du compte courant (+2,52 Mds USD). Le compte financier a par ailleurs enregistré une sortie nette de capitaux de 780 MUSD et les réserves internationales de la Banque centrale se sont réduites de 1,1 Md USD entre janvier et mars, en dépit du strict contrôle des changes. A la fermeture du marché, la dette extérieure a représenté

204,9 Mds USD en valeur de marché, soit une diminution trimestrielle de 9,5%. Le stock total de la dette externe brute est estimé à une valeur nominale résiduelle de 274,2 Mds USD au 31 mars, soit un niveau inférieur de 4,2 Mds USD à celui du trimestre précédent.

Stagnation de la distribution des revenus au T1 2020

L'indice de la distribution des revenus enregistre une légère dégradation au 1^{er} trimestre 2020 : le coefficient de Gini sur les revenus a augmenté par rapport au trimestre antérieur, passant de 0,439 à 0,444 (contre 0,447 au T1 2019). Le rapport des médianes des revenus perçus par les foyers appartenant au 1^{er} et au 10^{ème} décile de la population est resté stable par rapport à son niveau au T1 2019 mais le rapport des moyennes s'est creusé de deux points par rapport au T1 2019.

Indice des salaires : stagnation au mois d'avril

L'indice des salaires a enregistré une faible variation en avril dernier par rapport au mois précédent, avec une augmentation mensuelle de l'indice total de 0,2% (le salaire réel ressort donc en baisse compte tenu d'un IPC de 1,5%). Les salaires déclarés du secteur privé ont diminué de 0,2%, tandis que les salaires du secteur public et du secteur privé informel présentaient une hausse mensuelle respective de 0,6% et 0,7%. En cumulé sur les 12 derniers mois, l'indice total des salaires a augmenté de 42,3%, avec une hausse de 44,8% des salaires formels et de 32,5% des salaires privés informels (contre une inflation de 45,6%).

Chili

Baisse des recettes fiscales en 2020

La direction du budget a annoncé des prévisions de recettes fiscales en 2020 de 37 Mds USD (15,6% du PIB) correspondant à une baisse de 17,4% par rapport à 2019 (pertes d'environ 8 Mds USD). Les recettes de TVA (qui pèsent 50% des recettes fiscales) enregistreraient une contraction de 12,7% (18,5 Mds USD et -40% sur le seul mois de mai), du fait d'une chute de la demande (supérieure à 10%). De même, les recettes de l'impôt sur le revenu connaîtraient, du fait du ralentissement de l'activité économique, une baisse de 27% à 13,5 Mds USD, avec une contraction plus marquée de 31% des impôts miniers. Enfin, les taxes sur le commerce extérieur s'inscriraient en repli de 26%, du fait notamment d'une baisse des importations estimée à 24%.

Envolée du chômage de 3,3 points à 11,2% au 2^{ème} trimestre

L'Institut national des statistiques (INE) a publié son enquête nationale sur l'emploi avec, sur le trimestre glissant mars-mai 2020, une hausse du chômage (salariés inoccupés) à 11,2% de la population active (contre 7,9% fin 2019). Les secteurs les plus touchés sont l'hôtellerie - restauration (42% d'employés en moins), le BTP (23%) et le commerce (19%). En 12 mois (après la crise sociale de fin 2019 et la crise sanitaire actuelle), le taux d'activité (par rapport à la population totale) est ainsi passé de 62,8% à 53,6% (en baisse de 9,2%). Depuis début mars, le nombre de chômeurs a crû de 27%, en particulier avec le nouvel « outil » de mise en chômage partiel temporaire (sur 6 mois) qui concerne aujourd'hui plus de 690 000 salariés. Une étude de la Banque centrale auprès de 240 entreprises chiliennes conclut que 50% des salariés mis en chômage partiel pourraient perdre définitivement leur emploi à l'issue des 6 mois (en octobre / novembre 2020), ce qui pourrait contribuer à élever le taux de chômage au-delà de 15% à la fin de l'année. Un autre impact direct concerne la sortie de près de 20% des bénéficiaires de la couverture de santé professionnelle privée (le système Isapres), soit 400 000 salariés qui retomberont dans le système de santé publique (Fonasa).

Prêt de la BID au Chili pour soutenir la réduction des inégalités sociales

La BID a approuvé, le 25 juin, un prêt de 300 MUSD pour un « programme de soutien à l'égalité sociale et la soutenabilité budgétaire » au Chili. Ce programme a pour objectif l'amélioration de l'équité sociale au sein de la société chilienne, particulièrement dans le contexte de la crise sanitaire actuelle. Les objectifs du programme sont l'augmentation des salaires des travailleurs les plus vulnérables (hausse du revenu minimum), l'amélioration du système des retraites (avec, notamment, une augmentation des pensions de solidarité) et l'extension de l'accès aux soins médicaux et médicaments génériques pour les populations défavorisées (avec une politique d'achats centralisés de médicaments et l'accès aux génériques bio-équivalents). Il prévoit notamment des transferts monétaires aux bénéficiaires de subventions sociales et aux ménages appartenant aux 60% les plus vulnérables, ainsi qu'aux travailleurs à faible revenu. Les bénéficiaires sont principalement deux millions de personnes et de travailleurs vulnérables et 1,5 million de retraités. Ce prêt de la BID au gouvernement chilien a une durée de 16 ans avec une période de grâce de 5 ans et demi et un taux d'intérêt fondé sur le Libor + 0,55%.

IDE au Chili : la crise sanitaire menace le dynamisme retrouvé en 2019

Selon la banque centrale, les flux d'IDE entrants au Chili ont repris en 2018 (7,3 Mds USD, +19%/2017) et en 2019 (11,9 Mds USD, +63%/2018), et atteignent 7,2 Mds USD sur les 4 premiers mois 2020 (+35%/ 4 mois 2019). L'impact de la pandémie est toutefois notable au mois d'avril (-71,6%). La banque anticipe une baisse de 15,6% des investissements privés (et tout particulièrement des IDE) cette année, du fait des ralentissements ou reports de projets, en particulier dans l'industrie (-70% selon le patronat chilien) et le BTP (-20%) mais aussi dans le secteur minier et l'énergie (-10%). Le stock d'IDE au Chili (276 Mds USD en 2018) reste l'un des plus élevés de la région, en valeur absolue (3^{ème} après Brésil et Mexique) et rapporté au PIB (environ 90%). Avec 3,4 Mds USD de stock, la France se place au 12^{ème} rang (gain de 8 places en 2018), et au 5^{ème} rang européen, derrière l'Espagne, les Pays Bas, le Royaume-Uni et l'Italie.

Indicateur mensuel d'activité : -15,3% g.a. en mai

Au mois de mai, l'indicateur mensuel d'activité (IMACEC) de la Banque centrale a enregistré une contraction de 15,3% par rapport au même mois de l'année précédente. Cela représente une diminution mensuelle désaisonnalisée de 3,4% par rapport au mois d'avril. L'IMACEC non-minier a enregistré une chute de 17% (g.a.), tandis que l'IMACEC minier montrait une légère augmentation de 1,2% (g.a.). Les secteurs les plus affectés par cette baisse furent les services, le commerce ainsi que l'industrie manufacturière et la construction.

Paraguay

Présentation par le gouvernement d'un plan de réactivation économique

Le gouvernement a présenté le 29 juin dernier un plan de réactivation économique, comprenant une série de mesures organisée autour de trois axes stratégiques : la protection sociale, l'investissement public pour l'emploi et la facilitation des crédits pour le développement. Ce plan devrait notamment inclure un soutien financier de 350 MUSD destiné aux travailleurs dont l'activité a été affectée par l'épidémie de COVID-19, à la subvention de villes frontalières fragilisées, à la mise en œuvre d'un programme de travaux publics et de construction de logements, ainsi qu'au soutien des producteurs agricoles.

Le FMI prévoit que la reprise économique paraguayenne sera la plus rapide de la région.

Le directeur du département de l'Hémisphère occidentale du FMI, Alejandro Werner, a déclaré que grâce à sa discipline macroéconomique et sa gestion de l'épidémie, le Paraguay pourrait retrouver dès 2022 un niveau de PIB par habitant équivalent à celui enregistré en 2018, faisant de la récupération du pays la plus rapide de la région. Ces déclarations ont été recueillies au cours de la seconde session du cycle de séminaires virtuels organisés par le ministère des finances et l'Institut de la Banque centrale du Paraguay, le 30 juin.

Uruguay

Le taux de chômage baisse et atteint 9,7% au mois d'avril.

Le taux de chômage au mois d'avril a légèrement reculé, s'établissant à 9,7% contre 10,1% en mars. Le chômage enregistré à l'intérieur du pays se situait à 10%, alors qu'il est de 9,2% à Montevideo. Le taux d'absentéisme s'élevait à 23,7%, parmi lesquels 36,6% a déclaré être absents à cause de la suspension des activités liées à l'épidémie du COVID-19. Les taux d'activité et d'emploi ont toutefois également enregistré une baisse, passant respectivement de 59% et 53,1% en mars à 57,7% et 52,1% en avril.

Approbation d'un prêt de 400 MUSD pour la réactivation post COVID-19 de l'économie

La Banque mondiale a approuvé jeudi dernier un prêt de soutien budgétaire à l'Uruguay destiné à atténuer les effets de l'épidémie de COVID-19 et à stimuler la réactivation de l'économie. Le montant du prêt s'élève à 400 MUSD, remboursables sur 12 ans avec une période de grâce de 4 ans. Ces fonds devraient en particulier soutenir l'exécution de mesures gouvernementales temporaires d'aide aux PME et travailleurs les plus affectés par les restrictions liées au COVID-19.

Evolution des salaires : +4,76% cumulé entre janvier et mai

L'indice moyen des salaires a atteint 343,661 au mois de mai, soit une variation mensuelle de 0,03%. Cela porte à 4,76% la variation cumulée à mai 2020 et à 7,57% l'augmentation mesurée au cours des 12 derniers mois. Par poste, l'indice a présenté une augmentation mensuelle de 0,08% dans le secteur public et une variation nulle dans le secteur privé. Par rapport au mois d'avril, l'indice moyen du salaire réel (avec comme base juillet 2008) s'est en revanche contracté de 0,53% pour le secteur privé et de 0,48% pour le secteur public.

Baisse des revenus moyen et médian en avril

Le revenu moyen des ménages a enregistré une baisse mensuelle de 3,4%, passant de 63 336 pesos à 61 216 pesos (1 291€). Le revenu médian des ménages a également baissé de 3,7%, passant de 50 604 pesos en mars à 48 744 pesos (1020€) en avril. Les différences géographiques entre les salaires perçus à Montevideo et dans le reste du pays demeurent importantes, le salaire moyen dans la capitale atteignant les 73 415 pesos (1 549 €) contre moins de 53 000 pesos dans le reste du pays (1 120 €).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Buenos Aires (adresser les demandes à buenaosaires@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Laurent Charpin
Service économique régional de Buenos Aires
Ambassade de France en Argentine

Adresse : Av. del Libertador 498 - Piso 17 C1001 ABR
Buenos Aires

Rédigé par : Julie Véguer, Ekkaphol Suphanvorranop et
Marc Legouy

Revu par : Bruno Ménat et Laurent Charpin

Version du 2 juillet 2020